

Niger: surviving in a challenging neighbourhood

Venue: Conference room, ISS Dakar



Le 23 mai 2013, deux attaques terroristes ont secoué le Niger à Argadez et sur le site minier du groupe français Areva, à Arlit.

Revendiquées par le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et le mouvement des signataires par le sang de Mokhtar Belmokhtar, ces attaques ont été attribuées par le président Issoufou à des groupes venus de la Libye, relevant ainsi les menaces sécuritaires liées à la situation géographique du Niger.

Situé au cœur de la région Sahélo-Saharienne, le Niger a toujours été un point de transit pour le trafic, tant licite

que illicite, dans la région. D'une part, le Niger a été utilisé pour des activités transfrontalières par des groupes d'insurgés de certains de ses voisins les plus instables comme le Mali, le Nigeria et la Libye.

D'autre part, avec ses vastes espaces «difficilement gouvernables», le Niger peut aussi devenir un refuge sûr et une base arrière pour les groupes qui veulent atteindre certains de ses voisins comme le Tchad et l'Algérie, qui ont réussi à exclure ces groupes de leur territoire.

S'appuyant sur une mission de recherche menée par l'ISS à Niamey, au Niger, ce séminaire a analysé les difficultés sécuritaires dont le Niger fait face et qui sont liés à sa situation géographique. Les causes des attaques et les menaces terroristes dans le contexte géoéconomique du Niger, leurs impacts sur le plan politique et économique aussi bien au plan national que régional, ont été discutées. La stratégie nationale du Niger pour faire face à ces menaces et son intégration au sein des efforts régionaux a aussi été abordée. Le séminaire a été co-présidé par Dr Paul Simon Handy, chef de la Division Prévention des conflits et analyse des risques, de ISS-Pretoria et son excellence Mr Hippolyte Ouedraogo, ambassadeur du Burkina Faso à Dakar. La présentation a été effectuée par le Dr David Zounmenou, chercheur principal à la Division

Prévention des conflits et analyse des risques, ISS- Pretoria.

La zone sahélo-saharienne, vaste espace désertique recelant des richesses, constitue un enjeu sécuritaire prioritaire tant pour le Niger que pour la communauté internationale. Les attentats du 23 mai 2013, les premiers du genre dans le pays, sont intervenus dans un contexte sous-régional marqué par les conséquences des crises libyenne et malienne ainsi que par la menace du groupe terroriste Boko Haram au Nigeria. Dans ce contexte difficile, le Niger a mis en place une stratégie fondée sur trois piliers. Le premier repose sur le renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité et sur la coopération avec la France, les États-Unis et les pays voisins. Le deuxième sur le renforcement du cadre législatif sur le terrorisme et la création d'un pôle antiterroriste composé de magistrats. Le troisième sur une approche socio-économique qui fait le lien entre développement et sécurité. Cette stratégie recèle néanmoins des faiblesses liées au manque de financement, à une coopération difficile avec certains pays, au foisonnement des stratégies et au manque de coordination.

Les recommandations formulées au cours du séminaire ont insisté sur le caractère transnational de la menace au Niger et au Sahel. Il a été question du renforcement

des capacités des forces de défense et de sécurité des États, de la mutualisation des moyens et de la mise en œuvre des différents instruments régionaux en matière de lutte contre la circulation des armes légères et de petit calibre, le trafic de drogue et la criminalité transfrontalière. Vu le caractère transnational de la menace dans cette zone et le foisonnement des « stratégies sahel », il a été suggéré de mettre en place une stratégie intégrée du sahel qui prendra en compte les différentes stratégies nationales et des partenaires. Il a aussi été jugé important de développer la capacité de réaction rapide des États et des organisations et d'améliorer les relations entre l'Afrique du nord et l'Afrique au sud du Sahara pour une meilleure coopération dans la lutte contre le terrorisme. Pour répondre efficacement à la menace, l'adoption d'une approche socio-économique qui mette l'accent sur la bonne gouvernance et la justice sociale, notamment l'intégration des intellectuels arabophones souvent marginalisés, a été qualifiée d'incontournable.

Ce séminaire est une collaboration entre ISS Dakar et le Groupe des Ambassadeurs de la CEDEAO à Dakar et rendue possible grâce au financement fourni par l'Open Society Initiative for West Africa, la Fondation Hanns Seidel et du Centre de recherches en développement international du Canada. L'ISS est également reconnaissant de l'appui des partenaires

principaux suivants: les gouvernements de la Norvège, de la Suède, de l'Australie et du Danemark.

On 23 May 2013 two terrorist attacks were carried out in Argadez and on the French mining concern, Areva, in Arlit, Niger. The Movement for Unity and Jihad in West Africa (MUJAO) and Mokhtar Belmokhtar's Signed in Blood Battalion claimed responsibility for these attacks, which have since been followed by other attacks and threats that highlight Niger's challenge of surviving in a problematic neighbourhood.

Situated in the heart of the Sahel-Sahara region, Niger has historically been a transit point for traffic, both licit and illicit, in the region. On the one hand, Niger has been used for cross-border activities by insurgent groups from some of its more unstable neighbours like Mali, Nigeria and Libya. On the other, with its vast 'lightly' governed spaces, Niger may also become a safe haven and rear base for groups targeting some of its more capable neighbours like Chad and Algeria, which have largely succeeded in excluding these groups from their territory.

Drawing on recent field research conducted by ISS in Niamey, Niger, this seminar analysed the difficulties Niger faces in this challenging neighbourhood. The causes of the terrorist attacks and threats, how they

play out within the context of Niger's political space, and their political and economic effects, both national and regional, were discussed. Niger's national strategy to deal with these threats, and how it relates to regional efforts, were also considered. The seminar was chaired by Paul-Simon Handy, head of the Conflict Prevention and Risk Analysis Division at ISS Pretoria, together with H.E. Mr Hippolyte Ouedraogo, Ambassador of Burkina Faso. The speaker was David Zounmenou, senior researcher at the Conflict Prevention and Risk Analysis Division, ISS Pretoria.

Security in the Sahel-Saharan region, a vast desert area concealing wealth, is a priority for both Niger and the international community. The attacks of 23 May were the first of their kind in the country, and indicate the consequences of the Libyan and Malian crises as well as the threat of the terrorist group Boko Haram in Nigeria. In this difficult context, Niger has developed a strategy based on three pillars. The first is building the capacity of the defence and security forces and cooperating with France, the United States and neighboring countries. The second is based on strengthening the legislative framework on terrorism and creating a counter-terrorism division, composed of judges. The third is a socio-economic approach that links development and security. However, this strategy is weakened by a lack of funding, difficulties

cooperating with some countries, the proliferation of strategies and a lack of coordination.

Recommendations made during the seminar emphasized the transnational nature of the threat in Niger and the Sahel. Proposals have included building the capacity of defence and security forces of States, pooling resources and implementing various regional instruments against the circulation of small arms and light weapons, drug trafficking and transnational crime. Given the transnational nature of the threat in this area and the proliferation of 'Sahel strategies', it was suggested that an integrated Sahel strategy be established which would take into account the different approaches of states and partner organisations. It was also considered important to develop the rapid response capability of states and organizations as well as improve relations between North Africa and Africa south of the Sahara for better cooperation in the fight against terrorism. To respond effectively to the threat, the adoption of a socio-economic approach that focuses on good governance and social justice, including the integration of often-marginalized Arabic-speaking intellectuals, was regarded as essential.